



## **EU COUNCIL SECRETARIAT**

### **~BACKGROUND~**

#### **Soutien de l'UE à la MONUC pendant le processus électoral en République Démocratique du Congo (DRC)**

septembre 2006

##### **L'opération envisagée**

- Le 23 mars, suite à une demande de l'ONU<sup>1</sup>, le Conseil a approuvé le concept d'une opération de l'UE en soutien à la mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) pendant le processus électoral à venir. Le mandat de cette opération européenne est défini dans la résolution 1671 du Conseil de Sécurité des Nations unies (25 avril 2006). Il est défini dans le temps pour une durée de quatre mois du 30 juillet au 30 novembre 2006. Cette mission baptisée EUFOR RD Congo (République Démocratique du Congo) a été lancée officiellement par le Conseil le 12 juin 2006. Le soutien en matière de police est également poursuivi.
- La décision a été prise en contact étroit avec les autorités de la RDC et en transparence avec les pays de la région et avec l'Union africaine (UA).
- L'opération de l'UE vise à fournir en temps utile un soutien ciblé à la MONUC. Elle comprend deux composantes principales :
  - Un élément avancé à Kinshasa de plus de 1000 personnels;
  - Une force en attente rapidement déployable, de la taille d'un bataillon, située au Gabon
- Le Quartier Général de l'Opération (OHQ) de cette opération de l'UE est installé à Potsdam (Allemagne). Il assure le commandement stratégique d'EUFOR RD Congo.
- Cette mission est réellement européenne et multinationale, avec 18 Etats-membres fournissant des contingents participant aux opérations sur le terrain à Kinshasa ou au Gabon.
- EUFOR RD Congo est une opération autonome de l'UE. Le Comité Politique et de sécurité (COPS) en assure l'orientation politique

---

<sup>1</sup> Du 27 décembre 2005.

**P R E S S**

- Les événements du 21 août survenus à Kinshasa après l'annonce des résultats du premier tour des présidentielles ont permis de démontrer, dans un contexte particulièrement difficile:
  - la réactivité et l'efficacité d'EUFOR RD Congo
  - l'excellente coopération avec la MONUC
  - l'impartialité de la force européenne dans le processus électoral
  - la capacité de projection d'EUFOR RD Congo avec le déploiement rapide sur Kinshasa d'éléments stationnés au Gabon

### **Le processus électoral**

- Le 27 février 2006, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont rappelé l'importance d'achever le processus de transition en RDC, qui est également essentiel pour favoriser la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. Ils ont noté que le succès du référendum des 18-19 décembre 2005 avait démontré l'importance que les Congolais attachent au processus démocratique et que le processus électoral à venir marquera un pas décisif à cet égard.
- Se réjouissant de la promulgation de la nouvelle Constitution et de l'adoption de la loi électorale, les ministres ont encouragé le Gouvernement National de Transition, les partis politiques, leurs dirigeants et la société civile à travailler ensemble afin de garantir des élections pacifiques, équitables et transparentes conformément aux normes internationales, ce qui devrait contribuer de façon significative à assurer l'avenir de la RDC en tant que pays démocratique et stable.
- Le succès des élections n'est pas seulement important pour la population congolaise. Il aura un impact majeur pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs et l'Afrique dans son ensemble. Bien que l'existence d'un environnement stable et sûr soit en tout premier lieu la responsabilité du Gouvernement National de Transition de la RDC, soutenu par la MONUC, l'UE est prête à y contribuer.

### **L'engagement de l'UE dans le processus de transition en RDC**

- L'UE a un engagement de longue date en faveur du processus de transition en RDC, notamment par son soutien continu envers la transition, y compris le processus électoral, soutien qui est apporté via le FED (Fond européen de développement) et des programmes de la Communauté Européenne, des missions dans les domaines militaire, de sécurité et de police ainsi que par le biais d'un appui bilatéral par les Etats Membres.
- La coopération de l'Union européenne avec la RDC a été reprise en 2002. La stratégie de coopération et le programme indicatif 2003-2007 visent à combattre la pauvreté et à fournir un soutien au renforcement des institutions ainsi qu'une aide macro-économique. Depuis 2002, ces priorités ont été financées à hauteur d'environ 750 millions d'euros. L'UE a fourni plus de la moitié du financement du processus électoral en RDC, avec une contribution de 160 millions d'euros.

- L'UE est engagée politiquement dans les efforts de recherche de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs africains, notamment à travers les activités du Représentant Spécial de l'UE (RSUE) Aldo Ajello, qui a été en contact régulier avec tous les acteurs clés sur le terrain depuis 1996. En de nombreuses occasions, le Haut représentant Solana et le Commissaire Michel ont joué un rôle important à cet égard. L'UE est également membre du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT).
- L'UE a régulièrement fait état de l'importance qu'elle attache au respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de la RDC et de tous les Etats dans la région ainsi que de son soutien pour l'Accord global et inclusif sur la Transition en RDC signé à Prétoria le 17 décembre 2002.
- Les missions conduites par l'UE en RDC au titre de la politique européenne de sécurité et de défense - l'opération ARTEMIS, les missions EUPOL Kinshasa et EUSEC R.D. Congo - sont des exemples concrets de l'action de l'UE en vue de soutenir la stabilité et la transition dans le pays ainsi que d'une coopération étroite et active entre l'UE et l'ONU en matière de gestion de crise.
  - a) L'opération de l'UE **ARTEMIS, qui s'est déployée à Bunia (Ituri)** durant l'été 2003, conformément à la Résolution 1484 du Conseil de Sécurité de l'ONU, a stabilisé les conditions de sécurité et a amélioré la situation humanitaire.. Le déploiement rapide de la force européenne a mis un terme à une dangereuse spirale négative et contribué à relancer le processus de paix en RDC. L'opération ARTEMIS a créé les conditions nécessaires au déploiement de la MONUC renforcée, conformément aux dispositions de la Résolution 1493 du Conseil de Sécurité.
  - b) La mission de police de l'UE à Kinshasa pour l'Unité de Police Intégrée (EUPOL Kinshasa) a été lancée en avril 2005, en étroite coordination avec l'ONU. Répondant à une invitation du gouvernement de la RDC, EUPOL Kinshasa constitue la première mission civile de gestion de crise en Afrique dans le cadre de la PESD. Son objectif est de fournir un cadre et des conseils à l'Unité de Police Intégrée <sup>2</sup> (UPI) sous une chaîne de commandement congolaise. Il s'agit de garantir que l'UPI agit selon les meilleures pratiques internationales en matière de police. La mission a déployé du personnel auprès des différents segments de la chaîne de commandement de l'UPI. La mission EUPOL, qui vient d'être renforcée pendant la durée du processus électoral, a mis en place une cellule de contrôle et de suivi permettant la coordination des activités des forces de sécurité sur Kinshasa qui est susceptible de jouer un rôle clé dans les semaines à venir. Cette cellule a notamment démontré son utilité et son efficacité lors des événements des 20 au 22 août 2006. EUPOL a engagé une étroite coopération avec EUFOR RD Congo dès l'arrivée de cette force à Kinshasa.

---

<sup>2</sup> Cette UPI fait l'objet d'un projet visant à entraîner 1008 policiers congolais. L'objectif de l'UPI est de relever la force neutre actuellement mise à disposition par la MONUC pour garantir la sécurité du gouvernement et des institutions transitoires. La formation et l'équipement de l'UPI sont financés par le Fonds européen de développement, géré par la Commission européenne, et par une action commune couvrant des contributions provenant du budget de la PESD et des Etats membres.

- c) La mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC (**EUSEC - RD CONGO**) a été lancée en juin 2005 à la demande du gouvernement de la RDC. La mission fournit conseil et assistance aux autorités congolaises compétentes en matière de sécurité, tout en veillant à promouvoir des politiques compatibles avec les droits de l'homme et le droit international humanitaire, les normes démocratiques et les principes de bonne gestion des affaires publiques, de transparence et de respect de l'Etat de droit. Les experts de cette mission sont affectés à des postes clés au sein de l'administration congolaise. Un élément-clé de la mission consiste à l'amélioration de la chaîne de paiement pour assurer le versement effectif des soldes aux militaires congolais, et des experts EUSEC sont détachés à ce titre dans les brigades de l'armée congolaise. EUSEC a également engagé une étroite coopération avec EUFOR RD Congo, notamment en lui faisant partager sa connaissance approfondie de l'armée congolaise.
-